Le 20 mai, vous avez déclaré à la Chambre que vous recommandiez aux Américains, et je cite, « . . . de réduire leur déficit afin d'entraîner la baisse des taux d'intérêt». Ma question est donc la suivante. Vous avez maintenant annoncé un déficit . . .

Des voix: Règlement!

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député siège depuis assez longtemps à la Chambre pour savoir qu'il doit s'adresser à la présidence.

M. Crosbie: Madame le Président, la question que je voudrais poser au ministre est la suivante: lundi, le ministre a reconnu que le déficit s'élevait à 20 milliards de dollars et que les besoins financiers du gouvernement atteignaient 17 milliards de dollars. Quelle mesure envisagez-vous donc de prendre, maintenant que la stratégie consistant à réduire le déficit est tombée à l'eau?

Des voix: Règlement.

M. Crosbie: Comment allez-vous procéder maintenant pour faire baisser les taux d'intérêt puisque vous ne pouvez plus réduire le déficit?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député sait parfaitement que l'augmentation du déficit et la hausse des besoins financiers du gouvernement sont essentiellement attribuables à la récession et que le déficit devrait commencer à se résorber automatiquement dès que la reprise se fera sentir au Canada. L'augmentation du déficit est directement attribuable à la récession. Il s'agit d'un déficit considérable. Il résulte de la récession et je n'étais pas d'avis que nous devions actuellement affaiblir davantage l'économie canadienne en nous efforçant de ramener le déficit à des niveaux inférieurs. Voilà la raison pour laquelle nous devons nous accommoder de ce déficit qui, ainsi que je l'ai déclaré, commencera à se résorber automatiquement dès que l'économie canadienne se redressera.

M. Crosbie: Madame le Président, la situation économique du Canada se détériore parce que tout le monde a perdu confiance dans le gouvernement qui refuse de répondre aux questions qui lui sont posées.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Vous avez maintenant abandonné votre stratégie de réduction du déficit. Il n'y a plus de déficit, mais vous devez emprunter 17 milliards.

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Puis-je rappeler au député qu'il doit éviter de s'adresser directement au ministre et dire plutôt, par exemple, «le déficit du ministre . . . »

M. Crosbie: Madame le Président, j'en viens à ma question. Le déficit du ministre est maintenant de 17 milliards de dollars. Il doit aller sur le marché chercher ce montant et il doit, de ce fait, concurrencer les provinces, les municipalités et les particuliers. Je pose donc ma question à la troisième personne et la voici: le gouvernement continuera-t-il d'appuyer la politique monétariste de la Banque du Canada, ce qui signifiera que les taux d'intérêt devront augmenter à cause des demandes énormes du gouvernment, ou s'il va plutôt demander à la Banque du Canada de changer sa politique monétariste et d'imprimer plus de billets afin que le ministre puisse emprunter ce montant énorme, qui est supérieur à toutes les dépenses gouvernementales en 1968, sans que les taux d'intérêt n'augmentent? Que va faire le gouvernement? Sommes-nous condamnés à faire face à des taux d'intérêt élevés sans espoir aucun à cause de votre énorme déficit?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président. Je tiens à assurer au député que ce n'est pas cela qui se produira. Si notre économie tournait à plein régime, le déficit actuel ferait sans aucun doute augmenter les taux d'intérêt et le taux d'inflation, mais ce n'est pas le cas; nous sommes dans une période de récession et de faiblesse économique.

M. Blackburn: Pourquoi augmentez-vous les impôts, alors?

M. MacEachen: Dans ces circonstances, madame le Président, et avec un taux d'épargne de 13 p. 100 à l'heure actuelle, le financement de ce déficit n'aura pas les répercussions sur les taux d'intérêt et d'inflation que craint le député. Je tiens à lui signaler que, selon moi, ses craintes ne se concrétiseront pas.

M. Crosbie: Vous m'en donnez l'assurance?

LE FINANCEMENT DE LA DETTE

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, à qui je rappelle que, au cours des 12 prochains mois, il devra emprunter ou refinancer près de 60 milliards de dollars de la dette du gouvernement. Tout au cours de l'an dernier, le ministre et le gouvernement ont tenu le haut du pavé sur le marché, à preuve les obligations d'épargne qui rapportent 19.5 p. 100. A quel taux d'intérêt le ministre estime-t-il pouvoir financer sur les marchés canadiens ces 60 milliards de dollars qui viendront à échéance au cours des 12 prochains mois?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai déjà expliqué au député de Saint-Jean-Ouest . . .

M. Crosbie: Pas à ma satisfaction.

M. MacEachen: . . . qu'à cause de la récession actuelle, à cause de la faiblesse de l'économie, à cause de la demande réduite des emprunteurs privés qui en résulte, et aussi à cause du taux d'épargne élevé, il sera possible de satisfaire les besoins du gouvernement sans forcer le taux d'intérêt à la hausse et sans nuire aux emprunteurs privés.

M. Andre: Absurdités.